

L'alternative¹

L'action en faveur de la paix, à la manière de Stockholm, qui consiste à vouloir concilier les gouvernements belligérants, trouver des formules acceptables pour tous sur les buts de la guerre et garder l'équilibre entre les différents Etats impérialistes, n'est qu'une politique purement bourgeoise. La politique du prolétariat conscient, dans son action pour la paix, doit suivre une voie entièrement différente.

Le socialisme international n'a aucun intérêt à ce que les gouvernements impérialistes trouvent un terrain où ils puissent concilier leurs intérêts et à ce qu'ils fassent la paix de leur propre initiative. Ce que le prolétariat doit faire, au contraire, c'est d'empêcher que la paix se fasse *de cette manière*, c'est-à-dire qu'elle soit *l'œuvre de gouvernements capitalistes*. Le seul devoir et l'intérêt vital du socialisme international consiste pour le moment à faire que la paix soit *l'œuvre du prolétariat international et le résultat de son action révolutionnaire*, qu'elle soit obtenue en luttant *contre* les gouvernements capitalistes, qu'elle résulte de la puissance acquise par le prolétariat et qu'elle aboutisse à un changement radical dans la situation sociale et politique des Etats capitalistes. Du point de vue du prolétariat conscient, il n'y a pas d'autre moyen pour mettre fin à la tuerie impérialiste que la résistance ouverte des masses du peuple, résistance qui, en même temps, devra s'élargir et devenir une lutte pour la conquête du pouvoir politique. Nous nous trouvons en ce moment devant la même alternative que celle devant laquelle s'était trouvé le socialisme international le 4 août 1914. Et ce n'est que lorsqu'on aura compris et qu'on se sera bien pénétré de la fatalité d'une décision qui fait époque dans l'histoire du monde que le sort tragique du socialisme dans la guerre mondiale cessera d'être une énigme insoluble.

Il n'y a que des innocents en matière de politique, dans le genre de [Haase](#), pour s'imaginer que tout le problème qui se posait devant le socialisme à la date du 4 août pouvait se résumer dans la question de savoir si les députés socialistes, oui ou non, voteraient les crédits de guerre. Si on se place à ce point de vue, qui est celui du crétinisme parlementaire, le socialisme eut été sauvé, pourvu que les 110 députés au Reichstag aient refusé les crédits, tout en recommandant aux masses ouvrières de faire leur « devoir de citoyen », c'est-à-dire de fournir de la chair à canon dans la tuerie impérialiste. On croit ainsi pouvoir garder sa vertu socialiste tout en se mettant à l'abri de tout risque. Mais l'histoire ne rend pas la solution des problèmes devant lesquels se trouve le socialisme aussi commode. Et c'est une erreur que de croire pouvoir réduire la question à un vote de quelques députés socialistes, dans le pays qui, à ce moment, se trouvait à la tête du socialisme. En Allemagne, le vote des députés pour ou contre les crédits de guerre n'aurait eu son importance qu'en tant qu'il aurait conduit les masses à adopter telle ou telle tactique, qu'en tant que préambule d'un programme positif préconisant la lutte des classes en temps de guerre. Refuser les crédits de guerre, le 4 août 1914, n'aurait eu d'importance que s'il eût été le mot d'ordre d'une lutte générale contre la guerre et contre l'impérialisme. Ce vote aurait dû être l'occasion de présenter aux masses un programme d'action révolutionnaire et de les inviter à s'emparer de la défense des organisations contribuant à la défense du pays, c'est-à-dire du pouvoir politique, par la révolte. Un autre moyen de s'opposer à la guerre, par des actions et non pas seulement par des mots, n'existait pas alors, comme il n'existe pas aujourd'hui.

Si on craignait de suivre cette voie, la seule possible, il ne restait d'autre ressource que de renoncer complètement à la lutte et à toute politique inspirée des principes du parti, c'est-à-dire renoncer à toute lutte politique. Considéré de ce point de vue, le vote des crédits et la politique du 4 août n'étaient que des conséquences logiques et inéluctables, puisqu'il ne pouvait pas y avoir de voie intermédiaire dans la situation historique d'alors. Le socialisme international était placé dans une situation où il devait se dire : « Ce sera : ou bien la lutte pour le pouvoir politique, ou bien la banqueroute et l'adaptation à la politique du gouvernement ». C'est la situation dans laquelle se trouve le prolétariat depuis le commencement de la guerre. Et aujourd'hui, devant le problème de la paix, l'histoire montre à la classe ouvrière la même créance avec la dureté d'un usurier : « Oui, son sein : le billet le dit. »²

Ce n'est qu'en exposant les poitrines des ouvriers dans la grande lutte ouverte de la révolution mondiale que le socialisme pourra mettre fin à la guerre mondiale. Si cela ne se fait pas, on en restera à de vains babillages sur la paix : bien plus, en aidant à entretenir ce babillage, qui tend à un compromis entre les pouvoirs belligérants, nous deviendrons les suppôts de l'impérialisme, les auxiliaires de la domination de la classe bourgeoise, c'est-à-dire que nous agirons contre nos propres intérêts et renoncerons par là, si une telle paix avait été conclue, à jouer un rôle effacé dans l'histoire du monde pour au moins une dizaine d'années.

Ce qui paraît être le point délicat de la politique qui, en temps de guerre, s'inspirait de vrais principes socialistes, c'est que, comme on le dit, les révolutions ne se font pas sur commande. C'est l'argument qu'on emploie pour excuser l'attitude du prolétariat au commencement de la grande tuerie, comme celle qu'elle observe aujourd'hui en face de la

1 Paru en août 1917 dans le numéro 6 de *Spartacus*. Source de la traduction française d'[Alix Guillain](#) : numéro 3 du *Bulletin communiste* (troisième année), 19 janvier 1922 sous le titre « La paix par la révolution seule ». Corrections effectuées par la MIA d'après l'[original allemand](#). Dans *Le bulletin communiste*, l'article était précédé de l'introduction suivante : « On se rappelle que, pendant l'été de 1917, les socialistes des différents pays avaient engagé une action pour inciter les différents gouvernements belligérants à se réunir à Stockholm afin de conclure la paix. La citoyenne Rosa Luxemburg, dans les *Lettres de Spartakus*, s'éleva énergiquement contre toute tentative de laisser les gouvernements capitalistes faire la paix. La Conférence de Stockholm était pour elle un leurre. Aujourd'hui, où l'échec des tentatives bourgeoises pour reconstruire le monde est plus flagrant que jamais, il nous semble intéressant de publier l'article de Rosa Luxemburg, qui nous apparaît comme une prophétie. — A. G. »

2 Parole de Shylock dans *Le marchand de Venise* de Shakespeare (Acte IV, scène 1) (note de la MIA).

question de la paix. C'est le voile qui doit couvrir l'abandon des principes socialistes. Cependant, l'argument, qui prétend être invincible parce que « fondé sur les réalités », n'est qu'un expédient. Il est vrai qu'on ne peut faire des révolutions sur commande. Mais ce n'est pas là le devoir du Parti socialiste : son devoir est, à tout moment, sans peur et sans reproche, de « dire ce qui est », c'est-à-dire de faire voir aux masses, d'une manière claire et en évitant tout subterfuge, quels sont leurs devoirs dans une situation donnée, de proclamer le programme d'action et d'émettre les mots d'ordre que la situation exige. Le soin de savoir si et à quel moment les masses révolutionnaires se soulèveront n'est pas l'affaire du socialisme. Ce soin, le socialisme peut le remettre à l'histoire. S'il a rempli son devoir dans le sens que nous venons d'indiquer, il contribuera puissamment à déchaîner les éléments révolutionnaires que la situation comporte et aura fait le nécessaire pour accélérer le mouvement des masses. Mais, même en admettant le pire, même si d'abord le socialisme ne paraît que crier dans le désert, si les masses ne le suivent pas, en fin de compte il se présentera toujours et inéluctablement une situation morale et politique dont il récoltera les fruits au centuple quand l'heure historique sera venue.

Par contre, si les partis socialistes, comme ils l'ont fait depuis le 4 août jusqu'aujourd'hui, renient la lutte des classes, ils deviennent le moyen le plus funeste pour paralyser l'action des masses : en d'autres termes, ils deviennent des facteurs de la contre-révolution. Le socialisme international, depuis le commencement de la guerre, a joué le rôle de gardien vigilant des intérêts de la classe bourgeoise. Aujourd'hui, comme il y a trois ans, il n'y a plus qu'une alternative : guerre ou révolution, impérialisme ou socialisme ! Proclamer cette vérité sans réticence et sans subterfuges et en tirer les conséquences révolutionnaires, voilà quel est aujourd'hui le seul moyen possible dont dispose le prolétariat pour obtenir une paix socialiste, la seule manière pour des prolétaires et des socialistes de travailler à l'œuvre de la paix !